

À l'écoute de nos clients



Troisième
rapport
trimestriel
2002

Faits saillants

(non vérifié)

Résultats d'exploitation

(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le 31 juillet			Neuf mois terminés le 31 juillet		
	2002	2001	Variation en pourcentage	2002	2001	Variation en pourcentage
Revenu total (en équivalent imposable)	667 \$	812 \$	(18)	2 299 \$	2 372 \$	(3)
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	26	148	(82)	294	435	(32)
Bénéfice net	26	143	(82)	294	421	(30)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant charges d'écart d'acquisition	2,3 %	15,9 %		10,1 %	16,2 %	

Par action ordinaire

Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	0,12 \$	0,73 \$	(84)	1,47 \$	2,15 \$	(32)
Bénéfice net	0,12	0,70	(83)	1,47	2,07	(29)
Dividendes payés	0,24	0,21	14	0,69	0,61	13
Valeur comptable				19,29	18,57	4
Cours de l'action						
haut	33,73	30,60		34,93	31,00	
bas	29,01	25,20		24,70	23,00	
clôture	31,60	29,97		31,60	29,97	

Situation financière

(en millions de dollars)

	31 juillet 2002	31 octobre 2001	
Actif total	72 097 \$	75 763 \$	(5)
Prêts et acceptations	43 481	48 062	(9)
Dépôts	51 290	51 436	-
Débiteures subordonnées et capitaux propres	5 434	5 763	(6)
Ratios de capital – BRI de base	10,2 %	9,6 %	
total	14,2 %	13,1 %	
Prêts douteux, nets (note 5)	(124)	91	
Prêts douteux, nets en % des prêts nets et acceptations	(0,3) %	0,2 %	
Biens sous gestion et administration	135 644	115 086	
Épargne totale des particuliers	63 927	60 783	
Couverture d'intérêts	7,20	8,74	
Couverture de l'actif	3,42	3,55	

Autres renseignements

Nombre d'employés	17 235	17 070	1
Nombre de succursales au Canada	544	546	-
Nombre de guichets automatiques	822	834	(1)

Message aux actionnaires

Pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2002, la Banque Nationale du Canada a déclaré un bénéfice avant charges d'écart d'acquisition de 26 millions de dollars ou 0,12 \$ par action, comparativement à 148 millions de dollars ou 0,73 \$ pour le trimestre correspondant de 2001. Au cours du trimestre, la Banque a enregistré une charge pour moins-value de 112 millions de dollars après impôts pour faire suite à la réévaluation de son placement dans Cognicase Inc. La Banque avait obtenu une participation dans Cognicase Inc. lors de la vente de sa filiale technologique SIBN Inc. en mai 2000. Excluant cette charge, le bénéfice avant charges d'écart d'acquisition aurait été de 138 millions de dollars ou 0,73 \$ par action.

	<u>En millions de dollars</u>	<u>Par action</u>
Bénéfice net	26	0,12 \$
Charge pour moins-value	112	0,61 \$
	<u>138</u>	<u>0,73 \$</u>

La valeur attribuée au placement dans Cognicase a été basée sur une évaluation conservatrice dans le présent contexte du marché des entreprises technologiques. Cet ajustement à la valeur comptable du placement ne change en rien la relation d'affaires avec Cognicase qui demeure le fournisseur privilégié en technologies de l'information de la Banque et de ses filiales.

La qualité du portefeuille de prêts continue de s'améliorer. En effet, au 31 juillet 2002, les prêts douteux nets ont diminué de 32 millions de dollars. Les provisions pour prêts douteux excèdent les prêts douteux bruts de 124 millions de dollars à la clôture du trimestre comparativement à 92 millions de dollars au trimestre précédent.

Le ratio de capital de base demeure élevé à 10,2 % du capital réglementaire au 31 juillet 2002, comparativement à 10,7 % au 30 avril 2002 et à 9,6 % au 31 octobre 2001.

Développement des affaires

Au cours du troisième trimestre, la Banque a entrepris différentes actions visant l'atteinte de ses objectifs stratégiques et la réalisation de son plan d'affaires.

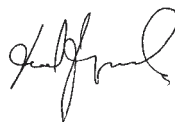
Ainsi, le 12 août 2002, la Banque a conclu l'acquisition du gestionnaire et distributeur de fonds communs de placement Altamira, ce qui lui permettra de renforcer sa position dans le créneau stratégique de la gestion de patrimoine, une des principales cibles de croissance de la Banque.

La Banque a également poursuivi le déploiement de sa nouvelle ligne d'affaires Gestion personnalisée. L'apport de cette équipe spécialisée, qui offre un service personnalisé et adapté spécifiquement aux besoins de la clientèle aisée et bien nantie, contribuera à fidéliser cette clientèle et à renforcer encore davantage la position de la Banque dans le créneau stratégique de la gestion de portefeuille.

Conformément à sa stratégie visant à offrir un service de qualité supérieure à sa clientèle, la Banque a continué de bonifier son offre de produits en devenant la première institution financière québécoise à offrir le paiement de personne à personne via son service de solutions bancaires par Internet.

La Banque a, par ailleurs, confirmé son engagement dans le secteur prometteur du commerce électronique en changeant la dénomination sociale de sa filiale ClicCommerce qui porte désormais le nom de Commerce électronique Banque Nationale. Avec la collaboration des nouveaux partenaires qui se sont joints à elle, Commerce électronique Banque Nationale a redéfini et enrichi son offre en matière de solutions de commerce électronique taillées sur mesure en fonction des besoins des entreprises.

Enfin, dans le but de poursuivre la diversification de son réseau de distribution, la Banque a conclu une entente de services avec l'Ordre des CMA du Québec, dont les 7 500 membres pourront bénéficier d'un programme financier conçu spécifiquement pour les besoins des associations et ordres professionnels.



Réal Raymond
Président
et chef de la direction

Montréal, le 29 août 2002

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Le texte qui suit présente l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque. Cette analyse se fonde sur les états financiers consolidés non vérifiés pour le troisième trimestre et la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002.

Objectifs stratégiques

Tel qu'indiqué au rapport annuel 2001, la Banque Nationale s'est fixé, pour l'exercice financier 2002 ainsi que pour les prochaines années, certains objectifs stratégiques. Les résultats obtenus pour la période de neuf mois comprennent l'incidence des dotations aux pertes sur prêts enregistrées dans le secteur des télécommunications au deuxième trimestre :

	Objectifs	Résultats T3-2002*	Résultats 9M-2002*
Croissance du bénéfice par action	4 % - 6 %	- %	-3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15 % - 17 %	14,6 %	14,2 %
Ratio des charges d'exploitation sur les revenus	61 % en 2003	63,3 %	61,6 %
Ratio de capital de base	7,75 % - 8,75 %	10,2 %	10,2 %

*excluant la charge pour moins-value d'un placement

Résultats d'exploitation

Au troisième trimestre 2002, la Banque a comptabilisé une charge pour moins-value d'un placement de 137 millions de dollars avant impôts (112 millions de dollars après impôts). Cette charge a réduit le bénéfice par action de 61 cents et le rendement des capitaux propres attribuable aux actionnaires ordinaires de 12,3 points de pourcentage pour le trimestre et de 4,1 points de pourcentage pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002.

Excluant la charge pour moins-value, la Banque Nationale a réalisé un bénéfice avant charges d'écart d'acquisition de 138 millions de dollars ou 73 cents par action pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2002, comparativement à 148 millions de dollars ou 73 cents par action pour le trimestre correspondant de 2001. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant charges d'écart d'acquisition est de 14,6 % par rapport à 15,9 % pour le troisième trimestre de 2001.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, le bénéfice avant charges d'écart d'acquisition, excluant la charge pour moins-value, s'est chiffré à 406 millions de dollars, soit 2,08 \$ par action, en comparaison à 435 millions de dollars ou 2,15 \$ par action pour la même période de 2001. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires avant charges d'écart d'acquisition est de 14,2 % pour la période, alors qu'il était de 16,2 % pour la période correspondante de 2001.

Résultats sectoriels

Le bénéfice du secteur des Particuliers et gestion de patrimoine est de 67 millions de dollars pour le troisième trimestre 2002, en hausse de 4,7 % par rapport à 64 millions de dollars pour la période correspondante de 2001. Le bénéfice des activités bancaires avec les particuliers est passé de 51 millions de dollars au troisième trimestre 2001 à 58 millions ce trimestre, soit une hausse de 14 %, alors que le bénéfice des activités de gestion de patrimoine était en baisse de 31 % à 9 millions de dollars ce trimestre par rapport à 13 millions au troisième trimestre 2001, en raison de la baisse de l'activité des investisseurs sur les marchés financiers. Le revenu net d'intérêt est en hausse de 2 % pour atteindre 252 millions de dollars. Les marges plus favorables sur certains types de prêts ont été en partie compensées par la réduction de la marge sur les comptes bancaires de transactions. Les revenus autres que d'intérêt du trimestre se chiffrent à 228 millions de dollars comparativement à 234 millions de dollars au troisième trimestre 2001. La diminution des revenus attribuable au ralentissement des activités de courtage avec les particuliers n'a été que partiellement compensée par une progression des revenus d'assurance. Les frais d'exploitation du trimestre totalisent 351 millions de dollars comparativement à 353 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2001, soit une baisse de près de 1 %. Les pertes sur prêts anticipées du trimestre de 23 millions de dollars se comparent à 22 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2001.

Le bénéfice du secteur des Particuliers et gestion de patrimoine, pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 2002, est de 191 millions de dollars en comparaison à 193 millions de dollars pour la même période en 2001.

Le bénéfice du trimestre pour le secteur Commercial totalise 29 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à 26 millions de dollars au troisième trimestre de 2001. Le revenu net d'intérêt de 69 millions de dollars pour le trimestre se compare à 72 millions de dollars pour la période correspondante de 2001. La baisse du volume de prêts de 3 % ainsi qu'un rétrécissement de la marge bénéficiaire expliquent la diminution du revenu net d'intérêt de 3 millions de dollars. Les revenus autres que d'intérêt de 39 millions de dollars ont augmenté de 3 millions de dollars, principalement en raison de frais sur acceptations bancaires. Les frais d'exploitation de 39 millions de dollars pour le trimestre sont en baisse de près de 5 % par rapport à la même période l'année dernière. Les pertes sur prêts anticipées totalisent 22 millions de dollars ce trimestre comparativement à 26 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2001.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, le bénéfice du secteur Commercial est de 88 millions de dollars par rapport à 91 millions de dollars pour la même période de l'exercice financier 2001.

Le bénéfice du trimestre pour le secteur des Marchés financiers, placements et trésorerie s'élève à 59 millions de dollars, en hausse de 11 % par rapport au trimestre correspondant de 2001. Les revenus de 210 millions de dollars sont en hausse de 22 millions, soit 12 %. La hausse des revenus est principalement attribuable aux activités institutionnelles de la Financière Banque Nationale. Les charges d'exploitation sont de 107 millions de dollars pour le trimestre comparativement à 94 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2001, soit une hausse de 14 % liée principalement à la rémunération variable. Les pertes sur prêts anticipées s'établissent à 9 millions de dollars par rapport à 8 millions de dollars au trimestre correspondant de 2001.

Depuis le début de l'exercice financier, le bénéfice du secteur Marchés financiers, placements et trésorerie totalise 202 millions de dollars par rapport à 150 millions de dollars pour la même période en 2001, soit une augmentation de 35 %.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (suite)

Revenus

Le revenu net d'intérêt en équivalent imposable atteint 358 millions de dollars comparativement à 359 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2001. L'augmentation du revenu net d'intérêt sur les avances sur cartes de crédit ainsi que la hausse provenant des activités d'appariement de l'actif et du passif ont été compensées par une réduction attribuable aux comptes bancaires de transaction ainsi qu'au volume inférieur de prêts commerciaux et de prêts aux grandes sociétés.

Excluant la charge pour moins-value d'un placement, les revenus autres que d'intérêt en équivalent imposable s'établissent à 446 millions de dollars par rapport à 453 millions de dollars pour le troisième trimestre 2001. Les revenus de négociation ainsi que les gains sur valeurs mobilières sont en baisse de 18 millions de dollars. Cette diminution a été en partie compensée par une croissance des commissions des marchés financiers, des revenus de titrisation et du profit de change.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation pour le troisième trimestre 2002 sont de 508 millions de dollars comparativement à 503 millions de dollars au trimestre correspondant de 2001, soit une hausse de 1 %. L'augmentation des charges de rémunération a été en bonne partie compensée par une réduction des frais d'ordinateurs et d'équipements.

Dotations aux pertes sur prêts et prêts douteux

Les dotations aux pertes sur prêts du trimestre sont de 62 millions de dollars par rapport à 130 millions au trimestre précédent et à 18 millions pour le trimestre correspondant de 2001. Au troisième trimestre 2001, les pertes sur prêts avaient surtout été constatées dans les activités de prêts commerciaux aux États-Unis qui sont présentées sous la rubrique des activités abandonnées. Au 31 juillet 2002, les provisions pour pertes sur prêts excèdent les prêts douteux de 124 millions de dollars, comparativement à 92 millions de dollars au 30 avril dernier, soit une amélioration de 32 millions de dollars. Au 31 octobre 2001, les prêts douteux nets étaient de 91 millions de dollars.

Le ratio des prêts douteux bruts, sur la somme du capital tangible et des provisions, demeure excellent à 15,7 % au 31 juillet 2002, comparativement à 15,9 % au 30 avril 2002 et à 22,4 % au 31 octobre 2001.

Actif

Au 31 juillet 2002, la Banque a un actif total de 72,1 milliards de dollars comparativement à 75,8 milliards de dollars au 31 octobre 2001. Les prêts et acceptations bancaires ont diminué de 2,9 milliards de dollars, principalement en raison de la cession de l'activité de prêts sur garantie aux États-Unis.

Épargne

L'épargne totale des particuliers administrée par la Banque était de 63,9 milliards de dollars au 31 juillet 2002 comparativement à 60,8 milliards au 31 octobre 2001. Les trois quarts de l'augmentation de 3,1 milliards de dollars sont attribuables à l'épargne administrée par la Financière Banque Nationale. Les dépôts bancaires qui représentent le tiers de l'épargne sont en hausse de 2,7 % depuis le début de l'exercice financier.

Capital

Le ratio de capital de base et le ratio de capital total, selon les règles de la Banque des Règlements Internationaux, atteignent 10,2 % et 14,2 % respectivement au 31 juillet 2002, comparativement à 10,7 % et 14,5 % au 30 avril 2002 et à 9,6 % et 13,1 % au 31 octobre 2001. Par rapport au trimestre précédent, la diminution des ratios est principalement attribuable au rachat de 2,9 millions d'actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités.

Par rapport au 31 octobre 2001, l'amélioration des ratios est attribuable à la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques, notamment en raison de la cession des prêts commerciaux américains.

Dividendes

Lors de la réunion du 29 août 2002, le Conseil d'administration a déclaré les dividendes réguliers sur les diverses catégories et séries d'actions privilégiées, ainsi qu'un dividende de 24 cents par action ordinaire, payable le 1^{er} novembre 2002 aux actionnaires inscrits le 26 septembre 2002.

État consolidé des résultats

(non vérifié)

(en millions de dollars, sauf montants par action)

Revenus d'intérêt et dividendes

Prêts
Valeurs mobilières
Dépôts auprès d'institutions financières

Frais d'intérêt

Dépôts
Débentures subordonnées
Divers

Revenu net d'intérêt

Revenus autres que d'intérêt

Commissions des marchés financiers
Frais d'administration sur les dépôts et les paiements
Opérations de négociation et gains (pertes) sur valeurs mobilières
du compte de placement, montant net (note 9)
Commissions sur cartes de crédit
Commissions sur prêts
Acceptations, lettres de crédit et de garantie
Revenus de titrisation (note 8)
Commissions de change
Services fiduciaires et fonds communs de placement
Divers

Revenu total

Dotations aux pertes sur prêts

liées aux activités courantes
liées à une révision d'estimation des provisions (note 2)

Charges d'exploitation

Salaires et avantages sociaux
Locaux
Ordinateurs et équipements
Communications
Divers

Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle,
activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition

Charge d'impôts

Part des actionnaires sans contrôle

Bénéfice avant activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition

Activités abandonnées (note 3)

Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition

Charges d'écart d'acquisition (note 4)

Bénéfice net

Dividendes sur actions privilégiées

Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires

Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)

Moyen – non dilué

Moyen – dilué

Fin de période

Bénéfice avant activités abandonnées et

charges d'écart d'acquisition par action ordinaire

non dilué

dilué

Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition par action ordinaire

non dilué

dilué

Bénéfice net par action ordinaire

non dilué

dilué

Dividende par action ordinaire

	Trimestre terminé le			Neuf mois terminés le	
	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 juillet 2001	31 juillet 2002	31 juillet 2001
	475	460	612	1431	1919
	115	128	149	381	490
	40	43	70	137	226
	630	631	831	1949	2635
	240	238	433	746	1468
	28	27	28	83	81
	16	10	24	37	74
	284	275	485	866	1623
	346	356	346	1083	1012
	127	150	123	405	381
	43	42	41	127	119
	(80)	48	72	(32)	198
	16	12	24	40	66
	45	47	46	136	132
	17	14	17	48	48
	46	49	41	141	104
	18	17	15	50	46
	25	23	25	71	72
	54	56	46	164	138
	311	458	450	1150	1304
	657	814	796	2233	2316
	62	130	18	252	107
	–	–	–	185	–
	62	130	18	437	107
	279	286	265	847	794
	47	45	44	136	134
	56	58	65	171	179
	21	18	17	57	53
	105	84	112	289	323
	508	491	503	1500	1483
	87	193	275	296	726
	50	63	95	94	242
	37	130	180	202	484
	8	8	6	23	20
	29	122	174	179	464
	(3)	–	(26)	115	(29)
	26	122	148	294	435
	–	–	5	–	14
	26	122	143	294	421
	4	5	9	16	27
	22	117	134	278	394
	184 134	188 794	190 062	187 782	189 799
	185 439	190 260	191 083	189 003	190 744
				183 256	190 230
	0,13	0,62	0,86	0,86	2,30
	0,13	0,62	0,86	0,86	2,29
	0,12	0,62	0,73	1,47	2,15
	0,11	0,62	0,73	1,46	2,14
	0,12	0,62	0,70	1,47	2,07
	0,11	0,62	0,70	1,46	2,07
	0,24	0,24	0,21	0,69	0,61

Bilan consolidé

(non vérifié)
(en millions de dollars)

ACTIF

Liquidités

Encaisse et dépôts à la Banque du Canada
Dépôts auprès d'institutions financières

Valeurs mobilières

Compte de placement
Compte de négociation

Prêts

Hypothécaires résidentiels
Aux particuliers et créances sur cartes de crédit
Aux entreprises et aux administrations publiques
Titres acquis en vertu de conventions de revente
Provision pour prêts douteux

Autres actifs

Engagements de clients en contrepartie d'acceptations
Actifs détenus aux fins d'aliénation (note 3)
Immobilisations corporelles
Écart d'acquisition
Actifs divers

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Dépôts

Particuliers
Entreprises et administrations publiques
Institutions de dépôts

Autres passifs

Acceptations
Engagements afférents à des titres vendus à découvert
Engagements afférents à des titres vendus
en vertu de conventions de rachat
Passifs divers

Débetures subordonnées

Part des actionnaires sans contrôle

Capitaux propres

Actions privilégiées
Actions ordinaires
Bénéfices non répartis

	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 octobre 2001	31 juillet 2001
ACTIF				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	349	249	419	328
Dépôts auprès d'institutions financières	6 542	8 083	5 413	4 963
	6 891	8 332	5 832	5 291
Valeurs mobilières				
Compte de placement	6 274	6 312	6 689	6 224
Compte de négociation	11 923	11 677	10 992	10 618
	18 197	17 989	17 681	16 842
Prêts				
Hypothécaires résidentiels	12 497	12 217	11 875	11 913
Aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 725	5 998	5 866	6 148
Aux entreprises et aux administrations publiques	20 579	19 130	23 566	22 960
Titres acquis en vertu de conventions de revente	2 671	5 162	4 041	3 794
Provision pour prêts douteux	(764)	(762)	(879)	(832)
	40 708	41 745	44 469	43 983
Autres actifs				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 773	3 027	3 593	3 525
Actifs détenus aux fins d'aliénation (note 3)	415	567	–	–
Immobilisations corporelles	245	238	250	241
Écart d'acquisition	352	283	304	309
Actifs divers	2 516	2 489	3 634	2 936
	6 301	6 604	7 781	7 011
	72 097	74 670	75 763	73 127
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers	22 456	22 572	21 857	21 635
Entreprises et administrations publiques	22 607	21 635	23 362	22 482
Institutions de dépôts	6 227	6 879	6 217	6 250
	51 290	51 086	51 436	50 367
Autres passifs				
Acceptations	2 773	3 027	3 593	3 525
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	5 042	6 182	5 379	5 140
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	3 582	4 690	4 407	3 927
Passifs divers	3 483	3 652	4 698	4 046
	14 880	17 551	18 077	16 638
Débetures subordonnées	1 600	1 630	1 647	1 627
Part des actionnaires sans contrôle	493	488	487	471
Capitaux propres				
Actions privilégiées	300	300	492	492
Actions ordinaires	1 637	1 628	1 668	1 666
Bénéfices non répartis	1 897	1 987	1 956	1 866
	3 834	3 915	4 116	4 024
	72 097	74 670	75 763	73 127

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié)

(en millions de dollars)

Capital-actions, au début

Émission d'actions ordinaires

Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 6)

Rachat d'actions privilégiées, séries 10 et 11 aux fins d'annulation (note 6)

Capital-actions, à la fin

Bénéfices non répartis, au début

Bénéfice net

Dividendes

actions privilégiées

actions ordinaires

Impôts relatifs aux dividendes sur actions privilégiées, séries 10, 11, 12 et 13

Prime versée sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)

Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts

Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des impôts

Perte au rachat d'une débenture subordonnée, déduction faite des impôts

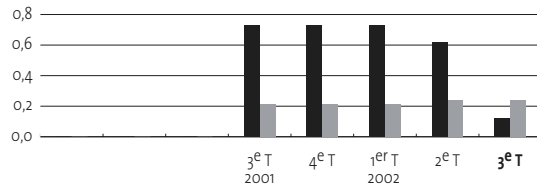
Bénéfices non répartis, à la fin

Neuf mois terminés le 31 juillet

	2002	2001
Capital-actions, au début	2 160	2 145
Émission d'actions ordinaires	43	13
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 6)	(74)	–
Rachat d'actions privilégiées, séries 10 et 11 aux fins d'annulation (note 6)	(192)	–
Capital-actions, à la fin	1 937	2 158
Bénéfices non répartis, au début	1 956	1 615
Bénéfice net	294	421
Dividendes		
actions privilégiées	(16)	(27)
actions ordinaires	(129)	(115)
Impôts relatifs aux dividendes sur actions privilégiées, séries 10, 11, 12 et 13	(1)	(1)
Prime versée sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(204)	–
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts	–	(1)
Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des impôts	(3)	2
Perte au rachat d'une débenture subordonnée, déduction faite des impôts	–	(28)
Bénéfices non répartis, à la fin	1 897	1 866

Bénéfice par action ordinaire avant charges d'écart d'acquisition

(en dollars)

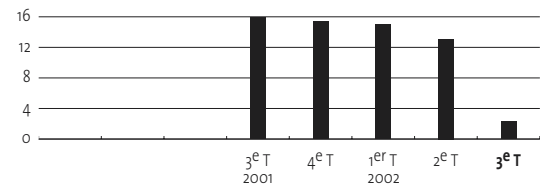


■ Bénéfice par action ordinaire avant charges d'écart d'acquisition

■ Dividende par action

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant charges d'écart d'acquisition

(en pourcentage)



■

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié)

(en millions de dollars)

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

	Trimestre terminé le 31 juillet		Neuf mois terminés le 31 juillet	
	2002	2001	2002	2001
Bénéfice net	26	143	294	421
Ajustements pour :				
Dotations aux pertes sur prêts excluant les activités abandonnées	62	18	437	107
Dotations aux pertes sur prêts attribuées aux activités abandonnées	(1)	53	(51)	82
Amortissement des immobilisations corporelles	15	13	40	38
Charges d'écart d'acquisition excluant les activités abandonnées	–	5	–	14
Charges d'écart d'acquisition attribuées aux activités abandonnées	–	–	–	1
Impôts futurs	(2)	(5)	(5)	(54)
Redressement relatif au change pour les débetures subordonnées	5	(2)	(2)	3
Charge pour moins-value	137	–	137	–
Gains sur la vente des valeurs mobilières du compte de placement, nets	(20)	(20)	(48)	(52)
Variation des intérêts à payer	(43)	(52)	(143)	(115)
Variation des intérêts à recevoir	(49)	54	(3)	77
Impôts à payer	4	17	96	(11)
Variation des pertes (gains) non réalisés et des montants à payer sur les instruments dérivés	57	(184)	(9)	54
Variation des valeurs mobilières du compte de négociation	(246)	1180	(931)	(169)
Variation des autres éléments	(225)	208	(75)	(1345)
	(280)	1428	(263)	(949)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Variation des dépôts	204	(2 025)	(146)	(106)
Émission de débetures subordonnées	–	–	–	300
Rachat et échéance de débetures subordonnées	(35)	–	(45)	(82)
Émission d'actions ordinaires	35	7	43	13
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(94)	–	(278)	–
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	–	–	(192)	–
Dividendes versés	(49)	(48)	(145)	(138)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1140)	(496)	(337)	237
Variation des engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	(1108)	(896)	(825)	(2 390)
Variation des autres éléments	(1)	(2)	(4)	–
	(2 188)	(3 460)	(1 929)	(2 166)

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Variation des prêts	(1 696)	(191)	(678)	344
Variation de titrisation d'actifs	333	(86)	(272)	620
Produit tiré de la cession des prêts garantis	–	–	2 540	–
Achats des valeurs mobilières du compte de placement	(6 190)	(4 548)	(15 197)	(13 397)
Ventes des valeurs mobilières du compte de placement	6 111	4 760	15 523	13 611
Variation des titres acquis en vertu de conventions de revente	2 491	425	1 370	1 603
Variation des immobilisations corporelles	(22)	(10)	(35)	(30)
	1 027	350	3 251	2 751

Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces

Espèces et quasi-espèces, au début	8 332	6 973	5 832	5 655
Espèces et quasi-espèces, à la fin	6 891	5 291	6 891	5 291

Espèces et quasi-espèces

Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	349	328	349	328
Dépôts auprès d'institutions financières	6 542	4 963	6 542	4 963
Total	6 891	5 291	6 891	5 291

Intérêts et dividendes versés	379	627	1 177	2 041
Impôts versés	46	67	86	290

Informations sectorielles

Trimestre terminé le 31 juillet

(en équivalent imposable)

(non vérifié) (en millions de dollars)

	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
	Particuliers et gestion de patrimoine		Commercial		Marchés financiers, placements et trésorerie		Autres secteurs		Total	
Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	252	247	69	72	68	70	(31)	(30)	358	359
Revenus autres que d'intérêt ⁽¹⁾	228	234	39	36	142	118	(100)	65	309	453
Revenu total	480	481	108	108	210	188	(131)	35	667	812
Charges d'exploitation	351	353	39	41	107	94	11	15	508	503
Contribution	129	128	69	67	103	94	(142)	20	159	309
Dotations aux pertes sur prêts ⁽³⁾	23	22	22	26	9	8	8	(38)	62	18
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle, activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	106	106	47	41	94	86	(150)	58	97	291
Charge d'impôts ⁽¹⁾	39	42	18	15	34	33	(31)	21	60	111
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	1	-	7	6	8	6
Bénéfice avant activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	67	64	29	26	59	53	(126)	31	29	174
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	(3)	(26)	(3)	(26)
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	67	64	29	26	59	53	(129)	5	26	148
Actif moyen	27 938	27 660	10 884	11 205	35 656	36 403	(6 686)	(6 731)	67 792	68 537

Neuf mois terminés le 31 juillet

(en équivalent imposable)

(non vérifié) (en millions de dollars)

	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
	Particuliers et gestion de patrimoine		Commercial		Marchés financiers, placements et trésorerie		Autres secteurs		Total	
Revenu net d'intérêt ⁽²⁾	743	726	210	213	237	177	(85)	(67)	1105	1049
Revenus autres que d'intérêt ⁽²⁾	697	711	109	108	417	364	(29)	140	1194	1323
Revenu total	1440	1437	319	321	654	541	(114)	73	2299	2372
Charges d'exploitation	1069	1055	116	112	307	270	8	46	1500	1483
Contribution	371	382	203	209	347	271	(122)	27	799	889
Dotations aux pertes sur prêts ⁽³⁾	72	71	63	62	24	22	278	(48)	437	107
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle, activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	299	311	140	147	323	249	(400)	75	362	782
Charge d'impôts ⁽²⁾	108	118	52	56	118	97	(118)	27	160	298
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	3	2	20	18	23	20
Bénéfice avant activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	191	193	88	91	202	150	(302)	30	179	464
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	115	(29)	115	(29)
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	191	193	88	91	202	150	(187)	1	294	435
Actif moyen	27 858	27 356	11 259	11 552	37 791	36 647	(6 960)	(6 059)	69 948	69 496

Particuliers et gestion de patrimoine Ce secteur regroupe le réseau des succursales, le service aux intermédiaires, le courtage de plein exercice avec les particuliers, le courtage à escompte, les fonds communs de placement, les services fiduciaires, les cartes de crédit et les assurances.

Commercial Ce secteur regroupe les services aux entreprises commerciales au Canada ainsi que le secteur de l'immobilier.

Marchés financiers, placements et trésorerie Ce secteur comprend le financement et le crédit aux grandes entreprises, les activités de trésorerie y compris la gestion de l'actif et du passif de la Banque, le courtage aux sociétés et la gestion de portefeuille.

Autres secteurs Ce secteur comprend les activités de titrisation, les gains à la cession d'activités, certains éléments non récurrents, les activités abandonnées ainsi que la portion non allouée des services centraux.

(1) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 12 millions de dollars (13 millions de dollars en 2001) et les revenus autres que d'intérêt de (2) millions de dollars (3 millions de dollars en 2001) afin de rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

(2) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 22 millions de dollars (37 millions de dollars en 2001) et les revenus autres que d'intérêt de 44 millions de dollars (19 millions de dollars en 2001) afin de rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

(3) Les dotations aux pertes sur prêts des secteurs d'exploitation sont déterminées en fonction des pertes anticipées établies au moyen d'analyses statistiques.

Prêts, prêts douteux et provision pour prêts douteux

(non vérifié)

(en millions de dollars)

Prêts et prêts douteux

	Montant brut	Prêts douteux					Solde net
		Bruts	Provision spécifique	Nets	Provision générale	Provision pays désignés	
31 juillet 2002							
Prêts hypothécaires résidentiels	12 497	24	4	20	–	–	20
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 725	35	14	21	–	–	21
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20 579	581	319	262	–	22	240
Titres acquis en vertu de conventions de revente	2 671	–	–	–	–	–	–
	41 472	640	337	303	–	22	281
Provision générale	–	–	–	–	405	–	(405)
	41 472	640	337	303	405	22	(124)
31 octobre 2001							
Prêts hypothécaires résidentiels	11 875	46	6	40	–	–	40
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 866	129	21	108	–	–	108
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	23 566	795	314	481	–	38	443
Titres acquis en vertu de conventions de revente	4 041	–	–	–	–	–	–
	45 348	970	341	629	–	38	591
Provision générale	–	–	–	–	500	–	(500)
	45 348	970	341	629	500	38	91

Provision pour prêts douteux

Pour les neuf mois terminés le

	Provision spécifique	Provision générale attribuée	Provision générale non attribuée	Provision pays désignés	31 juillet 2002	31 juillet 2001
Provision, au début	341	306	194	38	879	936
Transfert de la provision aux actifs détenus aux fins d'aliénation	(31)	–	–	–	(31)	–
Montants liés aux activités abandonnées	–	(65)	–	–	(65)	–
Dotations aux pertes sur prêts liées aux activités courantes	282	49	(79)	–	252	107
liées à une révision d'estimation des provisions	185	–	–	–	185	–
Radiations	(459)	–	–	(16)	(475)	(238)
Recouvrements	19	–	–	–	19	27
Provision, à la fin	337	290	115	22	764	832

Notes aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2001. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2002.

1- Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque au 31 juillet 2002 ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, et selon les conventions comptables adoptées dans son plus récent rapport annuel au 31 octobre 2001, à l'exception de la nouvelle norme décrite à la note 4.

2- Dotations aux pertes sur prêts liées à une révision d'estimation des provisions

Au cours du premier trimestre 2002, la Banque a réévalué la valeur de réalisation de son portefeuille de prêts douteux en tenant compte du contexte économique actuel et de l'objectif d'accélération de la disposition de ce portefeuille. En raison de cette réévaluation, la Banque a révisé l'estimation des provisions requises pour ces prêts et a enregistré une provision de 185 millions de dollars.

3- Activités abandonnées

Le 15 janvier 2002, la Banque a complété la cession de ses activités de prêts sur garantie aux États-Unis à PNC Financial Services Group. Cette transaction a généré un gain, net des coûts de restructuration, de 79 millions de dollars, déduction faite d'une charge d'impôts de 62 millions de dollars. De plus, un montant de provision générale pour risque de crédit de 41 millions de dollars, déduction faite d'une charge d'impôts de 24 millions de dollars, a été renversé à la rubrique des « activités abandonnées ». En tenant compte des résultats d'exploitation de ces activités pour les neuf mois terminés le 31 juillet, la contribution totale des activités abandonnées est de 115 millions de dollars déduction faite d'une charge d'impôts de 84 millions de dollars. Le solde des prêts au 31 juillet 2002 de 415 millions de dollars faisant partie de l'entente, est présenté au bilan à la rubrique « Actifs détenus aux fins d'aliénation ». Ceux-ci représentent les prêts sur garantie qui font l'objet d'une entente de service de 18 mois conclue avec PNC Financial Services Group.

4- Écarts d'acquisition

Le 1^{er} novembre 2001, la Banque a adopté la nouvelle norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulée « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». En vertu de cette norme, la Banque a cessé à cette date d'amortir l'écart d'acquisition et a débuté le test de dépréciation transitoire pour détecter une dépréciation possible de l'écart d'acquisition et pour évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Au cours du deuxième trimestre 2002, le test de dépréciation transitoire a été complété et la Banque a conclu que l'écart d'acquisition au 1^{er} novembre 2001 n'avait pas subi de perte de valeur. À l'exception de l'élimination de la charge d'amortissement, qui s'élevait à 15 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2001, cette nouvelle norme n'a pas eu d'effet sur les états financiers pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002.

5- Provision générale pour risque de crédit

En 1998, conformément à la consigne du Surintendant des institutions financières au Canada (le « Surintendant »), la Banque a augmenté sa provision générale pour risque de crédit de 300 millions de dollars et appliqué cet ajustement ponctuel aux bénéfices non répartis. Cet ajustement n'était pas conforme aux PCGR du Canada. En 2001, suite à l'évaluation de la suffisance de la provision générale pour risque de crédit en conformité avec les PCGR du Canada, la provision générale pour risque de crédit a été établie à 403 millions de dollars (se référer à la note 27 des états financiers annuels de 2001). Au cours du premier trimestre de 2002, à la suite de la cession de ses activités de prêts sur garantie aux États-Unis, la Banque a renversé à la rubrique « Activités abandonnées » 65 millions de dollars (41 millions de dollars après impôts) représentant la provision générale liée au portefeuille de prêts sur garantie aux États-Unis. De plus, la Banque a évalué au 31 janvier 2002 la suffisance de la provision générale pour risque de crédit à 435 millions de dollars.

L'adoption par la Banque des PCGR du Canada, au premier trimestre de 2002 aurait eu pour effet de diminuer le bénéfice net de 65 millions de dollars (aucun effet au premier trimestre de 2001), d'augmenter les dotations aux pertes sur prêts de 97 millions de dollars (aucun effet au premier trimestre de 2001), de diminuer la charge d'impôts de 32 millions de dollars (aucun effet au premier trimestre de 2001), et de diminuer le bénéfice net par action ordinaire non dilué et dilué de 0,34 \$ (aucun effet au premier trimestre de 2001).

Il n'y avait pas d'incidence au 31 janvier 2002 sur le bilan consolidé non vérifié, sur l'état consolidé de la variation des capitaux propres non vérifié ainsi que sur la valeur comptable par action ordinaire (se référer à la note 1 des états financiers trimestriels de 2001 pour l'incidence au 31 janvier 2001).

De plus, l'adoption par la Banque des PCGR du Canada au premier trimestre de 2002 aurait eu pour effet de diminuer le rendement des capitaux propres avant charges d'écart d'acquisition attribuables aux actionnaires ordinaires de 7,08 % (0,85 % au premier trimestre de 2001).

Depuis le 31 janvier 2002, la provision générale pour risque de crédit est conforme aux PCGR du Canada ainsi qu'au traitement comptable prescrit par le Surintendant.

6- Capital-actions

(en millions de dollars)

Émis et entièrement versé au 19 août 2002

Actions privilégiées de premier rang	
5 000 000 actions, série 12	125
7 000 000 actions, série 13	175
	<hr/>
184 060 583 actions ordinaires	1637
	<hr/>
	1937
	<hr/>
5 718 429 options d'achat d'actions en circulation	s.o.

Rachat d'actions privilégiées

La Banque a racheté le 16 novembre 2001 la totalité des 3 680 000 actions privilégiées de série 10 en circulation au prix de 25 \$ l'action pour un total de 92 000 000 \$.

La Banque a racheté le 15 février 2002 la totalité des 4 000 000 actions privilégiées de série 11 en circulation au prix de 25 \$ l'action pour un total de 100 000 000 \$.

Rachat d'actions ordinaires

Depuis le 5 mars 2002, la Banque effectue une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant jusqu'à 9 500 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois se terminant au plus tard le 4 mars 2003. Les rachats sont effectués sur le marché libre aux cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. La Banque a déterminé le nombre et la date des rachats. Les montants versés en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires ont été imputés aux bénéficiaires non répartis. En date du 31 juillet 2002, la Banque a racheté 8 502 160 actions ordinaires au prix de 278 millions de dollars, ce qui a réduit de 74 millions de dollars le capital-actions ordinaire et de 204 millions de dollars les bénéficiaires non répartis.

7- Acquisitions

A) Putnam Lovell

Le 19 juin 2002, la Banque a finalisé l'acquisition de la banque d'investissement américaine Putnam Lovell Group Inc, qui exercera dorénavant ses activités sous le nom de Putnam Lovell FBN.

Putnam Lovell est une firme de services bancaires d'investissement ayant une expertise globale en matière de fusions et acquisitions, de financement structuré, de recherche en équité, de ventes et négociations sur titres et de financement en capitaux privés. Les activités de la firme sont consacrées exclusivement à l'industrie des services financiers.

La contrepartie totale versée à la clôture s'est chiffrée à 27 millions de dollars, composée de 807 294 actions ordinaires de la Banque évaluées à 26 millions de dollars et d'un montant en espèces totalisant 1 million de dollars. La valeur de ces actions ordinaires émises a été établie sur la base de la moyenne des cours de clôture des actions de la Banque sur une période de

quelques jours précédents la date de détermination du nombre d'actions, soit le 18 juin 2002. L'excédent de 68 millions de dollars du prix d'acquisition sur la juste valeur du passif net pris en charge est attribué exclusivement à l'écart d'acquisition.

Un montant additionnel composé de 476 119 actions ordinaires de la Banque évaluées à 15 millions de dollars sera payé en 2004 sujet à l'atteinte de certains objectifs de rentabilité et, le cas échéant, sera porté en augmentation de l'écart d'acquisition.

Les résultats de Putnam Lovell sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats depuis la date d'acquisition, soit le 19 juin 2002.

B) Altamira Investment Services Inc

Événement postérieur à la date du bilan - Le 12 août 2002, la Banque a conclu l'acquisition, annoncée le 11 juin dernier, de Altamira Investment Services Inc (« Altamira »), un gestionnaire et distributeur de fonds communs de placement.

Le prix d'acquisition s'est chiffré à 289,3 millions de dollars, composé de 280,7 millions de dollars en espèces et de 270 671 actions ordinaires de la Banque évaluées à 8,6 millions de dollars.

L'actif corporel acquis est d'environ 40,3 millions de dollars alors que le passif pris en charge, composé principalement de la dette de Altamira, est d'environ 224,6 millions de dollars. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur estimative du passif net pris en charge se chiffre à environ 473,6 millions de dollars. Cet excédent sera d'abord attribué aux actifs incorporels identifiables, et le solde, à l'écart d'acquisition. En date des présents états financiers consolidés, le processus de répartition du prix d'acquisition n'a pas encore été finalisé.

8- Titrisation

En juillet 2002, la Banque a vendu 515 millions de dollars de prêts aux particuliers à taux fixe à une fiducie. La Banque a reçu un produit en espèces de 480 millions de dollars, déduction faite d'une réserve initiale de 31 millions de dollars et des frais de transactions, et a conservé les droits relatifs à la marge excédentaire générée par les prêts, déduction faite des pertes sur prêts. La Banque a également pris en charge un passif de gestion d'environ 5 millions de dollars inscrit au bilan consolidé au poste « Passifs divers ». Un gain avant impôts d'environ 2 millions de dollars, déduction faite des frais de transactions, a été constaté à l'état consolidé des résultats au poste « Revenus de titrisation ».

9- Charge pour moins-value

Compte tenu de la baisse significative de la valeur boursière des actions ordinaires de Cognicase Inc., la Banque a procédé au cours du troisième trimestre 2002 à une évaluation de la valeur comptable du placement de la Banque dans Cognicase Inc. Basée sur la meilleure estimation quant à la valeur du placement de la Banque dans Cognicase Inc., une charge pour moins-value de 137 millions de dollars a été constatée au troisième trimestre 2002 à l'état consolidé des résultats au poste « Revenus autres que d'intérêts ».

Commentaire

Une économie canadienne qui se distingue

Au Canada, la tempête qui a secoué les marchés boursiers au cours des derniers mois ne doit pas susciter un excès de pessimisme sur l'état de l'économie. Tel qu'en témoigne la performance remarquable des marchés du travail et du logement, l'économie canadienne se porte très bien.

Au sud de la frontière, la croissance économique a affiché un maigre 1,1 % au deuxième trimestre. De plus, les indicateurs les plus récents pointent vers une croissance anémique pour le trimestre en cours. En début de trimestre, la durée moyenne de la semaine de travail des employés à la production s'est raccourcie, atteignant un niveau qui caractérise habituellement un creux cyclique. En juillet, l'indice ISM manufacturier indique que le secteur manufacturier faisait du surplace. Mais la perte de momentum n'est pas confinée au secteur manufacturier, car au même moment, l'indice ISM non manufacturier accusait également une forte baisse. De son côté, l'emploi progresse à pas de tortue.

Force est d'admettre que la reprise économique américaine a significativement ralenti. Les plus inquiets parleront même d'un retour en récession. Une telle conclusion nous semble prématurée, une raison étant que nous n'observons pas de stocks excédentaires qui contraindraient à diminuer à ce point les cadences de production. L'autre raison est que la faiblesse ne s'est pas étendue au marché résidentiel.

Les inquiétudes concernant la tenue de l'économie ne se limitent pas aux États-Unis. L'indicateur avancé pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. a baissé de 0,1 % en juin, le premier repli depuis octobre dernier. Mais surtout, cet affaiblissement est généralisé : seul 7 pays sur 22 enregistrent une amélioration des perspectives en juin. En Allemagne, soit la plus importante économie de la zone euro, les nouvelles commandes de biens manufacturés se sont repliées fortement en juin, mois au cours duquel 4 millions de travailleurs étaient sans emploi. La hausse des prestations aux chômeurs va alourdir le déficit budgétaire, et celui-ci pourrait en 2002 dépasser la limite de 3,0 % du PIB établie lors du traité de Maastricht. En Amérique latine, la crise qui a frappé l'Argentine en décembre dernier menace de s'étendre à l'Uruguay et au Brésil.

Bien sûr, le Canada n'est pas immunisé contre les revers de fortune affectant les économies de ses partenaires commerciaux, ni contre les soubresauts des marchés financiers. À preuve, la soudaine dépréciation du dollar canadien en

juillet lorsque la tempête secouant les parquets boursiers s'est propagée au marché des changes. Mais ces contrecoups ne doivent pas nous faire oublier l'essentiel : la performance économique du Canada est reluisante. Sur certains plans, la distinction entre le Canada et les États-Unis est même frappante.

Le Canada a subi l'épreuve de la récession américaine en subissant peu de dommages. Puis, lors de la première moitié de 2002, le Canada s'est révélé une véritable machine à créer des emplois. En effet, les Canadiens disposent de plus de 300 000 nouveaux postes créés depuis le début de l'année. À titre de comparaison, le marché de l'emploi aux États-Unis commence à peine à récupérer les nombreux emplois perdus lors de la dernière récession. Pour la première fois depuis dix ans, la proportion des Canadiens qui participent au marché du travail est supérieure à celle observée aux États-Unis. Cette création d'emplois alimente la demande intérieure, non seulement au plan des dépenses de consommation, mais aussi pour ce qui est du secteur du logement. Celui-ci bénéficie également des taux d'intérêt modiques et des bas taux d'inoccupation. Les mises en chantier qui ont régulièrement dépassé les 200 000 unités à rythme annuel au cours des premiers mois de 2002 en sont la preuve.

Quelles sont les raisons de cette performance distinctive de l'économie canadienne ? Contrairement aux États-Unis, le Canada a bénéficié de son statut d'exportateur net d'énergie. Deuxièmement, la dernière récession a été provoquée par une brusque chute des dépenses d'investissements. Le Canada a été moins affecté sur ce plan que les États-Unis, car la présence du secteur des technologies de l'information y est relativement moins importante. Troisièmement, grâce au bas taux d'inflation, la Banque du Canada avait toute la latitude voulue pour assouplir les conditions monétaires. Finalement, l'assainissement des finances publiques a permis aux Canadiens de profiter de baisses d'impôts qui leur ont permis d'exprimer une demande latente.

Pour l'avenir, le Canada dispose de facteurs fondamentaux solides, tels le surplus au compte courant jumelé au surplus des finances publiques. Le fardeau de la dette publique demeure important, mais il n'y a qu'à persister dans la bonne direction pour que le problème se résorbe de lui-même. Il y a donc tout lieu de demeurer optimiste au moment d'envisager le prochain défi qui, après celui de l'assainissement des finances publiques, sera celui de la productivité.

Nouvelles bancaires

ClicCommerce devient Commerce électronique Banque Nationale et enrichit son offre de solutions de commerce électronique à sa clientèle. Depuis le 30 mai dernier, ClicCommerce porte le nom de Commerce électronique Banque Nationale. Ce changement de dénomination sociale confirme l'engagement ferme de la Banque de poursuivre des activités dans cette voie d'avenir. Il s'inscrit également dans la stratégie de la Banque visant à uniformiser l'image des entités membres du groupe Banque Nationale. De plus, avec ce positionnement d'avant-garde, la Banque a redéfini et enrichi son offre en matière de solutions de commerce électronique.

Un Octas pour la sécurité de l'information. La Banque Nationale a remporté un prix Octas dans la catégorie *Sécurité et protection de l'information* lors de la 16^e édition du Concours des Octas de la Fédération de l'informatique du Québec, qui se déroulait cette année sous le thème «Créativité à l'œuvre». Ce prix vient reconnaître les nombreux efforts déployés par les employés et les partenaires de la Banque dont le souci est d'offrir aux internautes un site sécuritaire pour leurs transactions.

Centraide du Grand Montréal décerne un prix Solidaire 2001 à la Banque Nationale. La Banque a reçu le 2 juin dernier le prix *Solidaire Appui global 2001* décerné par Centraide du Grand Montréal. Ce prix est décerné annuellement à l'entreprise qui s'est le plus distinguée par sa contribution à la campagne de souscription, ainsi que par son engagement, son enthousiasme et la détermination dont ont fait preuve ses employés à tous les niveaux. La campagne auprès des employés a en effet atteint des résultats sans précédent avec un total de 410 436 \$, auquel s'est ajouté un don corporatif de 450 000 \$.

La Banque Nationale participe à la campagne de financement de la Fondation de la recherche sur les maladies infantiles.

Pour la 7^e année consécutive, la Banque a participé en mai dernier à la campagne de financement de la Fondation de la recherche sur les maladies infantiles en vendant, dans ses succursales du Québec, des billets pour la course de canards Ovide. Quelque 225 000 \$ ont ainsi été recueillis au profit de la Fondation.

La Banque Nationale lance le paiement de personne à personne.

Depuis la mi-juin, les clients des Solutions bancaires par Internet de la Banque Nationale ont maintenant la possibilité de faire des paiements de personne à personne par Internet, par le biais du site de la Banque www.bnc.ca. La Banque Nationale est la première institution financière du Québec à offrir ce service.

La Banque Nationale en 18^e place sur 300 à titre de bon citoyen corporatif.

La Banque s'est classée en 18^e place lors du premier classement effectué par la firme canadienne Corporate Knights et qui dresse la liste des 50 meilleurs citoyens corporatifs au Canada parmi les entreprises cotées à la Bourse de Toronto. Selon Corporate Knights, un bon citoyen corporatif est une entreprise qui, à la fois, apporte des profits à ses actionnaires, participe au développement de sa communauté, respecte l'environnement, traite bien ses employés et assure la satisfaction de ses clients.

Renseignements divers

Service de relations avec les investisseurs

Les analystes financiers et investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque sont priés de communiquer avec la directrice du service de Relations avec les investisseurs, M^{me} Elaine Carr par téléphone au (514) 394-0296 ou par télécopieur au (514) 394-6196. De plus, pour toute information concernant la Banque et ses publications, vous pouvez visiter le site WEB de la Banque à l'adresse suivante : www.bnc.ca

Service de dépôt direct des dividendes

La Banque offre, pour fins sécuritaires, à ses actionnaires la possibilité de déposer directement leurs dividendes dans un compte à une institution financière de leur choix, dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec le registraire, Trust Banque Nationale, aux numéros 1-800-341-1419 ou (514) 871-7171.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

Les détenteurs d'actions ordinaires ou privilégiées peuvent investir dans les actions ordinaires de la Banque au moyen du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions sans avoir à payer de commission ou de frais d'administration.

Les participants au Régime peuvent soit réinvestir les dividendes en espèces versés sur les actions admissibles qu'ils détiennent ou soit effectuer des versements en espèces facultatifs d'un montant minimal de 500 \$ par versement jusqu'à concurrence de 5 000 \$ par trimestre.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec le registraire, Trust Banque Nationale, aux numéros 1-800-341-1419 ou (514) 871-7171.

www.bnc.ca/relationinvestisseurs



Siège social

600, rue de La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) Canada
H3B 4L2

www.bnc.ca

